

Zeitschrift: Bulletin des lois, décrets et ordonnances du canton de Berne
Herausgeber: Chancellerie d'État du canton de Berne
Band: - (1978)

Rubrik: Mai 1978

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 06.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

3
mai
1978

**Ordonnance
portant exécution du concordat du 20 juillet 1944 sur
le commerce des armes et des munitions¹
(Modification)**

Le Conseil-exécutif du canton de Berne,
sur proposition de la Direction de la police,
arrête:

I.

L'ordonnance du 28 février 1961 portant exécution du concordat du 20 juillet 1944 sur le commerce des armes et des munitions¹ est modifiée comme suit:

Art. 2 ^{1 à 3} Inchangés

⁴ Le requérant passe l'examen devant la commission d'examen pour armuriers; cette commission se compose de quatre experts, à savoir d'un représentant du Secrétariat de la Direction cantonale de la police, d'un représentant du Commandement de la police, d'un représentant de la Fabrique fédérale d'armes et d'un représentant de l'Association suisse des armuriers.

⁵ La commission est présidée par le représentant du Secrétariat de la Direction de la police.

⁶ Sur proposition de la Direction de la police, le Conseil-exécutif nomme les experts de la commission ainsi que quatre à six suppléants pour une période de fonctions de quatre ans; il fixe également les indemnités.

^{7 à 11} Inchangés.

II.

La présente modification entre en vigueur avec effet rétroactif le 1^{er} mai 1978.

Berne, 3 mai 1978

Au nom du Conseil-exécutif

le président e. r.: *Meyer*

le chancelier: *Josi*

¹ Remplacé par le concordat du 27 mars 1969 (adhésion du canton de Berne le 3 mai 1976).

17
mai
1978

Ordonnance concernant les droits de cours et les émoluments perçus à l'Université de Berne (Modification)

Le Conseil-exécutif du canton de Berne,
sur proposition de la Direction de l'instruction publique,
arrête:

I.

L'ordonnance concernant les droits de cours et les émoluments perçus à l'Université de Berne est modifiée comme suit:

Emoluments
d'immatriculation
ou d'entrée

Art. 2 ¹ Les émoluments d'immatriculation s'élèvent à 26 francs. Ils se composent des montants suivants: Fr.

— Emolument administratif	15.—
— Livret de cours	2.—
— Etablissement de la carte de légitimation	2.—
— Emolument d'entrée à la Bibliothèque municipale et universitaire	5.—
— Caisse des étudiants	2.—

² Inchangé

Art. 3 ^{1^{er}} alinéa lettre d abrogée

Emoluments
semestriels

Art. 4 ¹ Les émoluments semestriels s'élèvent à 35 francs. Ils se composent des montants suivants: Fr.

— émolument administratif	4.—
— cotisation à l'assurance contre les accidents professionnels	8.—
— utilisation de la Bibliothèque municipale et universitaire	3.—
— Caisse des étudiants	20.—

² abrogé

Emoluments de
mise en congé

Art. 5 ¹ Les émoluments de mise en congé s'élèvent à 10 francs. Ils se composent des montants suivants: Fr.

— émolument administratif	4.—
— utilisation de la Bibliothèque municipale et universitaire	3.—
— Caisse des étudiants	3.—

² abrogé

Emoluments
d'exmatriculation

Art. 6 Les émoluments d'exmatriculation s'élèvent à 5 francs. Ils se composent des montants suivants: Fr.

- émolument administratif 4.—
- Caisse des étudiants 1.—

Emolument de
radiation

Art. 7 Les émoluments de radiation s'élèvent à 10 francs. Ils se composent des montants suivants: Fr.

- émolument administratif 4.—
- utilisation de la Bibliothèque municipale et universitaire 3.—
- Caisse des étudiants 3.—

II.

Les présentes modifications entrent en vigueur le 1^{er} avril 1978

Berne, 17 mai 1978

Au nom du Conseil-exécutif,

le vice-président: *Meyer*

le chancelier: *Josi*

**Ordonnance
concernant l'exercice du droit de vote par
correspondance (modification)**

Le Conseil-exécutif du canton de Berne,

en application des articles 5 et 8 de la loi fédérale du 17 décembre 1976 sur les droits politiques et en vertu des articles 1 et 8, 4^e alinéa du décret du 10 mai 1921 concernant le mode de procéder aux votations et élections populaires,

sur proposition de la Section présidentielle,

arrête :

I.

L'ordonnance du 23 septembre 1966 concernant l'exercice du droit de vote par correspondance en matière fédérale et cantonale est modifiée comme suit :

Article premier Peuvent exercer leur droit de vote par correspondance lors des votations et élections fédérales et cantonales, pour autant qu'ils remplissent les conditions posées à l'article 2 :

- a les malades et les infirmes ;
- b les électeurs empêchés par d'autres raisons de caractère impérieux de se rendre aux urnes ;
- c les électeurs séjournant hors de leur lieu de domicile.

Art. 2 Le vote par correspondance ne peut être exercé que par un citoyen qui a son domicile politique dans le canton de Berne et qui se trouve en Suisse.

Art. 4 ¹ inchangé

² Dans les autres cas, il soumet la requête au conseil communal, qui statue immédiatement. La décision prise par ce dernier peut faire l'objet d'une plainte au Conseil-exécutif dans un délai de trois jours.

³ Le citoyen a le droit de déposer un recours de droit public auprès du Tribunal fédéral contre les décisions du Conseil-exécutif qui lui refusent l'exercice de son droit de vote par correspondance en matière fédérale.

Art. 6 ¹ Inchangé

² Inchangé

³ (nouveau) Le vote par correspondance est admissible au plus tôt trois semaines avant le jour de la votation ou de l'élection.

Art. 11 ¹ Inchangé

² Abrogé

II.

La présente modification entre en vigueur le 1^{er} juillet 1978.

Berne, 31 mai 1978

Au nom du Conseil-exécutif,

le président: *Müller*

le chancelier: *Josi*

Approuvée par le Conseil fédéral le 2 août 1978